



Ce qui nous fait rebondir...

Par Jean-Luc Mano & Edelman

Les mesures annoncées par Nicolas Sarkozy lors de son dernier discours : trop tard ?

Avec la déclaration la plus sobre depuis le début de son mandat, Nicolas Sarkozy a énoncé le 29 janvier plusieurs propositions sous forme de décisions, alors qu'elles ne pourraient s'appliquer qu'en cas de succès électoral. Il a notamment abordé la question centrale de l'emploi et de la compétitivité.

Cependant deux critiques pourraient être faites : pourquoi si tard ? Et pourquoi des mesures globalement impopulaires ? Il choisit ainsi de paraître comme courageux, en risquant de se heurter au mécontentement de l'opinion publique.

Car l'augmentation de la TVA de 1,6 % n'aura d'effet positif en termes de compétitivité que si les entreprises le veulent bien : il s'agit de réduire de 10 milliards d'euros les charges patronales sur les salaires allant de 1,1 fois à 2,2 fois le SMIC. Dans un système vertueux, cela conduirait les entreprises à diminuer leur prix de revient et donc les prix de vente. Néanmoins, étant donné l'absence de mesure de contrainte, les entreprises peuvent décider de ne pas jouer le jeu de la compétitivité, mais plutôt d'en profiter pour augmenter leurs marges...

Autre mesure présentée par le Président de la République, et largement plus populaire, l'augmentation de 30 % de la constructibilité des terrains. L'objectif est de faire marcher le secteur du bâtiment, de baisser le coût de la construction, de créer plus de logements, et de faire baisser le prix des loyers. Et ceci, toujours à la condition que les promoteurs n'augmentent pas leurs marges.

Le discours du 30 janvier aura révélé tout le paradoxe de la campagne à venir : tandis que François Hollande refuse de toucher au modèle français, le président annonce sa volonté de changement. Plus paradoxal encore, la référence faite par Nicolas Sarkozy à Gerhard Schröder, ancien chancelier social-démocrate, alors que le candidat socialiste réfute cette orientation politique.

Les conflits sociaux pèsent sur la campagne électorale

La multiplication des plans sociaux et leur médiation, jouent contre la majorité sortante. Elles illustrent l'idée selon laquelle les choses vont de plus en plus mal, et que la relative impuissance de l'Etat face à cette situation empire de jour en jour. Les salariés ont compris, qu'en s'organisant et en médiatisant leur combat, ils pouvaient peser sur la campagne électorale.

On se souvient ici des fameux épisodes de la fermeture de l'usine Renault à Vilvoorde puis des licenciements chez Michelin, à propos desquels Lionel Jospin, alors Premier ministre, déclarait « l'Etat ne peut pas tout ».

Cette phrase maladroite, mais vraie, pourrait encore être utilisée à propos de Seafrance, exemple même de l'impuissance des pouvoirs publics.

On assiste en outre depuis quelques années à une distorsion entre le discours syndical, focalisé sur le maintien de l'emploi, et celui des salariés, qui luttent pour le montant de leurs indemnités. Ils font ainsi passer au second plan les questions de revitalisation et de reclassement, considérant que la perte de l'emploi est une fatalité.

Le vote ouvrier, qui aujourd'hui, semble aller vers Marine Le Pen, est donc à nouveau au cœur des préoccupations des candidats. Pour récupérer ces voix, François Hollande doit corriger l'impression que les socialistes ont abandonné les ouvriers, d'où le Tour de France des usines pour lequel Arnaud Montebourg a été missionné.

La phrase de la semaine

Pierre Moscovici face à Xavier Bertrand, le lundi 30 janvier sur RMC Info.

« Le courage, ce n'est pas le courage pour soi-même et l'injustice pour les autres. Nicolas Sarkozy confond courage et injustice. »

Agence Edelman

Contacts

Isabelle Rahé-Journet
Présidente Edelman France
+33 1 56 69 75 01
isabelle.rahe-journet@edelman.com

Julien Mayer
Directeur Affaires Publiques
+33 1 56 69 75 34
julien.mayer@edelman.com

Sarah Weisz-Pirel
Directrice Conseil crise et communication sensible
+ 33 1 56 69 75 31
sarah.weisz-pirel@edelman.com